



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/C.2/1999/2/Add.19
28 septembre 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE CHARGE DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES
Reprise de la session de 1999
17-28 janvier 2000

EXAMEN DES RAPPORTS QUADRIENNAUX PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES DOTEES DU STATUT CONSULTATIF GENERAL
OU SPECIAL AUPRES DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rapports quadriennaux, 1994-1997 ou 1995-1998, présentés par l'intermédiaire du
Secrétaire général en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1996

Note du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Fondation asiatique pour la prévention du crime	2
2. Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux	5
3. Global 2000	8
4. Internationale libérale	12
5. World Organization of Building Officials	15

1. FONDATION ASIATIQUE POUR LA PREVENTION DU CRIME

(Statut consultatif spécial accordé en 1991)

Buts et objectifs

La Fondation asiatique pour la prévention du crime (ACPF) (Asia Keisei Zaidan, en japonais) est une organisation non gouvernementale créée le 17 février 1982, qui a été dotée du statut consultatif en mai 1991. Son objectif est de promouvoir le développement durable, la paix et la stabilité en Asie et dans le monde, en renforçant l'efficacité des politiques et pratiques suivies en matière de prévention du crime et de justice pénale et la coopération entre toutes les entités concernées. La Fondation s'emploie à renforcer les capacités des personnes spécialisées dans ce domaine par des programmes de formation appropriés, en particulier ceux élaborés par l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient (UNAFEI) et son réseau d'anciens étudiants. Elle encourage également les travaux de recherche menés en coopération et ayant une orientation pratique et les échanges d'informations, organisant chaque année des conférences mondiales qui servent de cadre à des échanges de vues sur les questions d'intérêt mutuel et permettent de prendre des mesures appropriées, et favorisant l'élaboration de stratégies communes et d'approches rationnelles, conformes aux normes et principes directeurs des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale.

En s'efforçant de faciliter les contacts et de renforcer la coopération entre ses membres de plus en plus nombreux qui occupent souvent des postes de responsabilité, notamment dans le secteur privé et dans les milieux universitaires, la Fondation resserre les liens de solidarité qui les unissent. Elle mène diverses activités, publie des documents et parraine des initiatives spéciales à l'appui du Programme des Nations unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.

Le nombre des membres de la Fondation continue d'augmenter et elle accroît ses activités. Afin d'atteindre son but ultime qui est d'éliminer la criminalité de la prospérité en Asie et dans le monde, la Fondation poursuit des objectifs plus complets qui couvrent de larges domaines de l'activité socio-économique, y compris des questions concernant les enfants, le rôle des femmes dans le développement, la protection de l'environnement, l'élimination de la pauvreté extrême et la protection du commerce international. L'UNAFEI ayant élargi sa base géographique afin de recevoir des stagiaires d'Afrique et d'Amérique du Sud, le nombre de ses membres se monte actuellement à plus de 16 000.

Participation aux activités des Nations Unies

Entre 1995 et 1998, le Président de la Fondation a participé à toutes les sessions annuelles de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale auxquelles la Fondation a soumis des déclarations écrites et/ou orales.

La Fondation a joué un rôle important lors du neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Le Caire,

/...

29 avril-8 mai 1995). Le Président de la Fondation est membre du Conseil d'administration du Conseil consultatif professionnel et scientifique international du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et a participé à ses réunions annuelles ainsi qu'aux réunions ordinaires de l'Alliance des organisations non gouvernementales à Vienne et à New York.

Coopération avec les programmes et organes des Nations Unies

La Fondation a contribué financièrement et techniquement à divers projets des Nations Unies : en 1995, elle a fourni 30 000 dollars afin de faire largement connaître le neuvième Congrès; en 1996, elle a fourni un expert de l'UNAFEI et un don de 20 000 au projet modèle pour la prévention de la criminalité juvénile dans la communauté mené à bien par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP); en 1997, à l'occasion de la commémoration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, elle a fait don au Bureau de Vienne d'un tableau représentant une paire d'oiseaux sacrés "Ho-o", symbole de la paix et de la justice; en 1998, l'Administration postale des Nations Unies a émis deux timbres tirés de ce tableau; en 1997, la Fondation a fait don au Centre pour la prévention internationale du crime de 50 000 dollars aux fins de recherche sur la criminalité dans le monde et la justice pénale dont les résultats ont été publiés en 1999 par Oxford University Press, dans un livre intitulé Global Report on Crime and Justice.

La Fondation continue de soutenir l'UNAFEI en prenant à sa charge une part importante des dépenses liées aux cours de formation internationaux et aux cours organisés à son siège, à Fuchu, Tokyo, dont le coût annuel global se chiffre à 100 000 dollars en moyenne.

Autres activités

Depuis 1992, la Fondation organise chaque année des conférences mondiales dans différents pays de la région, auxquelles assistent des personnalités locales, les présidents de ses comités nationaux ainsi que les responsables de l'ensemble de ses membres. Des colloques internationaux concernant les grandes priorités des Nations Unies, abordées lors des congrès et figurant dans le programme de travail, sont organisés parallèlement à ces conférences. Lors de la quatrième Conférence, tenue à Bangkok (Thaïlande) du 15 au 17 novembre 1995, et de la cinquième, tenue à Séoul (Corée) du 20 octobre au 1er novembre 1996, des colloques ont été organisés sur le thème clef "Identification des problèmes urgents en matière de prévention du crime et de justice pénale en Asie qui exigent de renforcer la coopération régionale", dont les sous-points comprenaient : l'extradition des criminels; la confiance du public dans les organes de justice pénale; le rôle du droit pénal; le crime contre l'environnement; et le contrôle des drogues. Entre les conférences et après la cinquième Conférence, plusieurs groupes de travail ont été organisés afin de permettre à des experts de la région de discuter plus avant de certains sous-points spécifiques. Grâce à ces débats, des problèmes ont été identifiés et énoncés dans la Déclaration de Shizuoka élaborée lors de la sixième Conférence mondiale, tenue au Japon du 28 au 31 octobre 1997. La Déclaration de Shizuoka (E/CN.15/1998/NGO/1) a souvent été citée lors d'autres réunions des Nations Unies telles que la Réunion préparatoire pour l'Asie et le Pacifique en vue du

dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et l'Atelier ministériel pour la région de l'Asie sur la criminalité transnationale organisée. Depuis 1998, la Conférence mondiale a lieu deux fois par an et des conférences sous-régionales seront organisées entre-temps. La Conférence des îles du Pacifique, organisée par le Premier Ministre de Fidji, s'est tenue à Fidji du 13 au 18 juillet 1998 sur le thème "La coopération internationale en matière de questions pénales au cours du nouveau millénaire".

2. FEDERATION DES ASSOCIATIONS D'ANCIENS FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX

(Statut consultatif spécial accordé en 1983)

Introduction

La Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux (FAAFI) regroupe 19 associations membres dans différentes régions du monde. Ces quatre dernières années, une nouvelle association, sise à Addis Abeba, y a adhéré et une association a transféré ses opérations de Copenhague à Genève. De nouvelles associations sont en cours de création à Athènes, Bangkok, Beyrouth, Le Caire, Guatemala City, Kinshasa, Lagos, Nairobi et Quito.

La FAAFI s'engage à soutenir les buts et principes inhérents au système des Nations Unies et à appuyer l'oeuvre des organismes de ce système, à la fois directement et par le truchement de ses organisations membres, conformément à leurs compétences.

La FAAFI représente les anciens fonctionnaires du système des Nations Unies auprès du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel et du Comité consultatif pour les questions administratives. Elle favorise également les relations entre anciens fonctionnaires du système des Nations Unies et fonctionnaires en activité, assure une assistance mutuelle entre ses membres et appuie le concept de communauté internationale.

Participation aux réunions des Nations Unies

La FAAFI a participé ou assisté aux réunions tenues par les organes des Nations Unies suivants : la Commission des droits de l'homme, la Commission économique pour l'Europe, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité chargé des organisations non gouvernementales, la Commission pour le développement social, la Commission pour le développement durable et la Commission de la condition de la femme. La FAAFI est également membre de la Conférence des organisations non gouvernementales et a participé à toutes ses réunions, y compris aux réunions de son Comité sur le vieillissement.

La FAAFI a participé aux sessions du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel et de son Comité permanent, en qualité de représentant officiel de tous les retraités du système des Nations Unies; aux sessions de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI); et aux sessions du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) et de son Equipe spéciale pour les prestations à long terme.

1996

Le Comité de la FAAFI chargé des activités relatives au cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations, créé en août 1994, a poursuivi ses travaux pendant toute l'année 1995 et en 1996. La FAAFI a également été représentée à la Conférence Habitat II et au Forum des ONG qui s'est tenu à Istanbul (Turquie) en juin 1996.

1997

La FAAFI a activement participé aux travaux préparatoires pour la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (décembre 1998) en consacrant un numéro du bulletin de la FAAFI (NY) à l'anniversaire et en organisant un déjeuner ayant pour thème les droits de l'homme.

La FAAFI a suivi les réunions du Conseil traitant des relations entre les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et les Nations Unies. Il a été pris note avec intérêt que peu de changements avaient été apportés à la première résolution adoptée sur ce sujet et les procédures que devait suivre la FAAFI pour faire des déclarations sur des sujets pertinents au niveau des commissions n'avaient pas été modifiées.

La FAAFI a souligné l'importance qu'elle attachait à l'enlèvement des mines antipersonnel et aux efforts internationaux déployés pour interdire la production, la vente et l'utilisation des mines terrestres dans les conflits armés. Elle a diffusé des informations visant à générer un appui gouvernemental pour la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, ouverte à la signature le 3 décembre 1998 à Ottawa.

1998

Le 10 décembre 1998, la FAAFI a marqué la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme. Elle a pris des dispositions afin d'inaugurer la célébration de l'anniversaire au cours du déjeuner tenu en automne dont le principal orateur était l'ancien Ambassadeur William J. Vanden Heuvel, Président de l'Eleanor Roosevelt Institute et Président du Comité national de coordination pour le cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme.

Le 3 novembre 1998, un programme spécial consacré à l'anniversaire a eu lieu dans l'Auditorium Dag Hammarskjold à New York avant le déjeuner spécial. Au programme figuraient des chants par les Chanteurs des Nations Unies, la projection d'une nouvelle vidéo des Nations Unies sur les droits de l'homme et un discours du Directeur du bureau de New York du Haut Commissariat aux droits de l'homme. Pour marquer le cinquantième anniversaire, la FAAFI a installé une plaque de marbre dans le jardin des Nations Unies devant le monument d'Eleanor Roosevelt. Le 17 décembre 1998, le Secrétaire général Kofi Annan a inauguré la plaque dont il a été fait don aux Nations Unies pour commémorer le cinquantième anniversaire.

La FAAFI a entrepris de discuter du rôle qu'elle jouera lors de l'Année internationale des personnes âgées (1999) et de ses plans en vue de commémorer l'Année.

1999

La FAAFI a participé activement aux travaux de l'Année internationale des personnes âgées et a fourni un appui à la conférence vidéo mondiale qui a été tenue le 11 février 1999. La FAAFI collabore à une étude sur le logement des

personnes âgées dans les quartiers pauvres et a également participé à l'élaboration d'une déclaration sur l'Année internationale des personnes âgées qui sera présentée à l'Assemblée générale les 4 et 5 octobre 1999.

En 1999 également, la FAAFI a été représentée aux réunions de la Commission pour le développement social, la Commission de la condition de la femme, la Commission des droits de l'homme et la Commission pour le développement durable ainsi qu'au Comité des organisations non gouvernementales sur le vieillissement.

Autres activités

Dans leurs régions respectives, les associations membres ont coopéré avec d'autres ONG à la réalisation d'activités telles que la plantation d'arbres, le déminage terrestre, l'Année internationale des personnes âgées (1999), les soins fournis aux enfants défavorisés, et la santé publique. Des individus membres des associations affiliées à la FAAFI continuent d'offrir leurs connaissances spécialisées à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées dans les efforts qu'elles déploient en faveur du développement.

3. GLOBAL 2000

(Statut consultatif général accordé en 1995)

Global 2000, programme du Carter Center depuis 1986, a pour but de lutter contre la pauvreté, la maladie, la faim et l'injustice sociale dans les régions rurales des pays en développement grâce à des programmes de renforcement des capacités qui encouragent le développement durable et l'utilisation équitable et responsable des ressources.

Dans le présent rapport, premier rapport quadriennal depuis que le statut consultatif lui a été accordé, Global 2000 ne décrit que les programmes liés aux travaux des Nations Unies : éradication de la dracunculose; lutte contre l'onchocercose; élimination de la filariose lymphatique et la lutte contre la schistosomiase; lutte contre le trachome; et la question des droits de l'homme internationaux.

Élimination de la dracunculose

Depuis 1986, Global 2000 a été l'organisation non gouvernementale chef de file pour la campagne mondiale menée en vue d'éliminer la dracunculose. Ce rôle a été reconnu en 1997 lorsque la Banque mondiale a fait de Global 2000 l'organe exécutif de son Fonds d'affectation spéciale pour l'éradication de la dracunculose. Global 2000 fait partie d'une coalition d'organisations (comprenant le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, les Centers for Disease Control and Prevention (CDC), l'Agency for International Development des États-Unis (USAID) et le Peace Corps des États-Unis qui appuient les efforts nationaux déployés pour éliminer la dracunculose dans les pays endémiques. La coalition, l'Interagency Coordination Group for Dracunculiasis Eradication, se réunit entre deux et trois fois par an afin d'examiner l'état des programmes nationaux, coordonner les activités et aider les pays endémiques à surmonter les obstacles qu'ils rencontrent dans les efforts qu'ils déploient pour éliminer cette maladie.

Global 2000 fournit une assistance financière et technique aux ministères de la santé afin de mettre sur pied des systèmes de surveillance au niveau des villages permettant de détecter et de maîtriser les cas de dracunculose et de prendre des mesures préventives, notamment l'éducation sanitaire et le traitement de la maladie. Dans le Sud du Soudan, par exemple, Global 2000 a travaillé en étroite collaboration avec l'Opération survie Soudan afin de coordonner les activités d'éradication de la dracunculose entreprises avec d'autres ONG. En 1997, l'Opération survie Soudan a nommé Global 2000 organisation chef de file pour les activités d'éradication de la dracunculose au Soudan. Outre l'éradication de cette maladie, la campagne menée pour l'éradication de la dracunculose a eu les avantages suivants : l'amélioration de la productivité agricole; un développement économique plus rapide des anciennes communautés endémiques; une capacité accrue de chaque infrastructure des pays endémiques de faire face à d'autres défis sanitaires et un plus grand espoir parmi les populations locales.

Global 2000 a contribué à la publication de 43 numéros de Guinea Worm Wrap-Up, publication du Centre collaborateur OMS pour la dracunculose (recherche,

/...

formation et éradication) qui fait rapport sur l'état de la campagne mondiale pour l'éradication. Depuis janvier 1995, Global 2000 subventionne la publication de la version française de cette publication. De plus, Global 2000 a préparé des mises à jour des programmes devant être publiés dans les principaux journaux scientifiques. Depuis 1995, il a été publié 97 articles sur l'éradication de la dracunculose : 11 dans des journaux et revues des Nations Unies, 12 dans le Relevé épidémiologique hebdomadaire de l'OMS, 5 dans le Morbidity and Mortality Weekly Report publiés par les CDC et 69 dans d'autres journaux scientifiques. Environ un tiers de ces articles ont été préparés par le personnel de Global 2000. En collaboration avec les CDC et l'OMS, Global 2000 a également préparé la plupart des comptes rendus des réunions d'examen devant être distribués aux programmes nationaux et aux organisations coopérantes. En outre, grâce à l'appui de l'OMS et de l'UNICEF, Global 2000 a parrainé deux conférences régionales africaines sur l'éradication de la dracunculose (à Accra (Ghana) en 1996 et à Bamako (Mali) en 1998).

Depuis 1989, l'incidence de la dracunculose a été réduite de 98 % et de 74 % depuis 1995.

Lutte contre l'onchocercose

En collaboration avec l'OMS, le PNUD, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale, Global 2000 collabore étroitement avec le Programme africain de lutte contre l'onchocercose et participe aux réunions annuelles de tous ses partenaires, appelés le Joint Action Forum. Le Carter Center, représenté par Global 2000, siège au Comité consultatif technique, organe technique du Programme africain de lutte contre l'onchocercose et siège également à plusieurs comités de l'OMS et au Comité de coordination des programmes du Programme d'élimination de l'onchocercose pour les Amériques (OEPA)

Le Programme africain de lutte contre l'onchocercose est un organe technique et de coordination. Afin de faire disparaître des Amériques la morbidité due à l'onchocercose d'ici l'an 2007, Global 2000, grâce à ses travaux sur le terrain et à ses activités de gouvernance, fournit l'appui administratif nécessaire au Programme africain de lutte contre l'onchocercose. Sous les auspices de l'Organisation panaméricaine de la santé, Global 2000 fournit également un appui financier à la Conférence interaméricaine annuelle sur l'onchocercose (IACO) qui sert de forum au sein duquel les pays participants peuvent discuter des progrès accomplis en vue de l'élimination de l'onchocercose. En 1997, l'IACO a demandé que soit entrepris un processus formel de certification de l'élimination de l'onchocercose dans les Amériques.

Depuis 1995, Global 2000 a publié six articles dans le Relevé épidémiologique hebdomadaire de l'OMS et un article dans le Bulletin de l'OMS. Global 2000 a participé ou a parrainé 13 réunions du Programme africain de lutte contre l'onchocercose et huit réunions du Programme d'élimination de l'onchocercose pour les Amériques.

Depuis 1995, Global 2000 a permis de dispenser plus de 17,7 millions de traitements contre l'onchocercose.

Eradication de la filariose lymphatique/lutte contre la schistosomiase

En réponse à une résolution adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé relative à l'éradication de la filariose lymphatique en tant que problème de santé publique, d'ici l'an 2020, Global 2000 a entrepris au Nigéria un projet communautaire d'éradication de la filariose lymphatique et de lutte contre la schistosomiase urinaire; ce projet est axé sur l'éducation sanitaire et une thérapie fondée sur l'administration de médicaments par voie buccale. En s'appuyant sur l'infrastructure du programme de la cécité des rivières, le projet distribue, avec l'assistance de l'OMS et de la Banque mondiale, les médicaments Zentel™ et Mectizan™ afin de traiter la filariose lymphatique et le médicament Praziquantel™ dans le cas de la schistosomiase urinaire.

Parmi les réunions et les conférences sur la filariose lymphatique, auxquelles ont assisté les pays participants, il convient de citer les suivantes : réunion des partenaires en octobre 1998, tenue au siège de l'OMS; la Conférence tenue à Annecy (France) en 1999; et en mai 1999, réunion des directeurs à Amsterdam (Pays-Bas)

Programme de lutte contre le trachome

Global 2000 collabore avec le Programme de l'OMS sur la prévention de la cécité et de la surdité et le GET2020 Alliance, coalition internationale qui se consacre à l'élimination de la cécité et de la perte de la vue due au trachome. Global 2000 coparraine un projet d'évaluation rapide du trachome dans le Nord du Ghana.

Depuis qu'il a commencé à entreprendre des activités de lutte contre le trachome en 1998, Global 2000 a coparrainé les réunions et ateliers suivants relatifs à la lutte contre le trachome : la réunion de GET2020 à Ouazarzate (Maroc), pour laquelle il a fourni un appui financier à la délégation du Niger; l'atelier pour les pays francophones de l'Institut d'ophtalmologie tropicale de l'Afrique (IOTA) de l'OMS, tenu à Bamako (Mali) du 26 au 30 avril 1998; un atelier tenu à Accra (Ghana) du 30 novembre au 2 décembre 1998, coparrainé par VMO; l'atelier interpays tenu à Cambridge (Royaume-Uni) du 14 au 18 décembre 1998; et une réunion sur l'évaluation et le suivi des programmes, tenue à Annecy (France) les 12 et 13 mai 1998.

Droits de l'homme internationaux

En 1994, l'International Human Rights Council du Carter Center a été créé afin d'oeuvrer en faveur de la mise en place d'une cour pénale internationale qui traduirait en justice les criminels les plus brutaux dans les cas où de telles personnes ne tomberaient pas sous le coup des cours conventionnelles. Deux réunions consultatives ont été tenues : une en novembre 1997, au Carter Center à Atlanta, avait pour but d'examiner les questions auxquelles devait faire face le Gouvernement des Etats-Unis; et une réunion, tenue en juin 1998, à l'intention des fonctionnaires du Gouvernement des Etats-Unis et de la communauté des ONG, visait à combler les lacunes qui faisaient obstacles à la création d'une cour pénale internationale. Le Carter Center a pleinement participé à la Conférence parrainée par les Nations Unies à Rome qui a conduit à la création de la Cour pénale internationale le 17 juillet 1998. Le Comité des droits de l'homme du Carter Center continuera d'encourager le dialogue entre le

Gouvernement des Etats-Unis et la communauté des ONG en ce qui concerne la Cour pénale internationale.

4. INTERNATIONALE LIBERALE

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

Internationale libérale est l'union mondiale de 83 partis politiques libéraux de 54 pays et territoires et a été créée en 1947. L'organisation coordonne les activités internationales des partis membres et fournit un forum pour l'échange d'idées et d'expériences. L'organisation vise à promouvoir la liberté, la tolérance, la démocratie, la compréhension internationale, les droits de l'homme et une économie fondée sur les principes du marché libre. Lors de la soumission du rapport quadriennal précédent, Internationale libérale avait 73 partis dans 46 pays, son élargissement depuis lors a été dû à l'Europe centrale et de l'Est, à l'Afrique et, dans une moindre mesure, à l'Asie.

En mai 1994, en réponse à une lettre du Directeur général de l'UNESCO demandant des commentaires sur le projet de plan à moyen terme pour l'exercice 1996-2001, et le projet de programme-budget pour l'exercice biennal 1996-1997, le Bureau d'Internationale libérale a préparé une série de commentaires visant à orienter davantage l'UNESCO vers la participation des citoyens.

Le 4 septembre 1994, au cours du Congrès d'Internationale libérale tenu à Reykjavik, le Prix de la liberté d'Internationale libérale a été décerné au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Sadako Ogata. Ce Prix lui a été décerné non seulement en reconnaissance de l'engagement personnel dont elle a fait preuve pour aider les réfugiés dans le monde entier, mais également des travaux accomplis par le HCR dans son ensemble. Afin de recevoir le Prix en personne, Mme Ogata a assisté à la réunion du Comité exécutif d'Internationale libérale tenue en mai 1995, à Berne.

En 1994 et 1995, lors de réunions tenues à Lilongwe et à Cape Town, et à Manille et Taïpei, respectivement, les groupes africains et asiatiques d'Internationale libérale ont renforcé leur coopération. Organisé dans le cadre du Parlement européen, le réseau européen des partis libéraux est devenu encore plus solide et plus efficace.

En coopération avec le Centre international des droits de l'homme et du développement démocratique, situé à Montréal, ainsi qu'avec l'Internationale socialiste et l'Union démocratique internationale, une réunion sur les droits de l'homme a été organisée à Ottawa en avril 1995. Dans une déclaration conjointe publiée après la réunion, les organisations participantes ont préconisé une augmentation du financement du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme ainsi que l'application mondiale des différentes déclarations et pactes relatifs aux droits de l'homme.

Le Prix de la liberté a été décerné à Aung San Suu Kyi de Birmanie. Les demandes d'autorisation de lui rendre visite afin de lui décerner le Prix en personne, envoyées par Sir Davis Steel, Président d'Internationale libérale, ont été rejetées par les autorités birmanes sous prétexte qu'une visite du Président d'Internationale libérale n'était "pas opportune".

L'International Network of Liberal Women d'Internationale libérale a joué un rôle actif au cours de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en septembre 1995. Une large délégation était présente à Beijing et

un livret spécial, intitulé "The Status of Women" a été présenté à la Conférence.

L'assassinat du Vice-Président d'Internationale libérale, Jorge Carpio Nicolle, au Guatemala en 1993 a continué d'être au centre des activités menées par le Comité des droits de l'homme d'Internationale libérale au cours des dernières années. Le Comité, en coopération avec les partis membres d'Internationale libérale, a continué de faire pression sur les autorités guatémaltèques pour qu'elles mènent une enquête sérieuse et traduisent les coupables en justice.

Internationale libérale a été la première organisation internationale politique à être sur le World Wide Web et à utiliser cette nouvelle technologie comme moyen de participation et d'information aussi bien interne qu'externe. L'adresse (<http://www.worldlib.org>) est toujours l'une des pages politiques internationales les plus importantes et est complétée par un bulletin hebdomadaire par courrier électronique auquel tout le monde peut avoir accès. Le projet dans son ensemble était et est géré en coopération avec d'autres organisations internationales libérales. Depuis 1995, Internationale libérale déploie des efforts pour élargir l'utilisation de cette nouvelle technologie, particulièrement dans les pays en développement. Le site du Web relie directement aux institutions des Nations Unies et le bulletin contient régulièrement des informations sur les organes des Nations Unies et les questions dont ils traitent.

En juin 1996, le Prix de la liberté a été décerné à Martin Lee, QC, défenseur de la démocratie, de Hong Kong, Région administrative spéciale de la Chine.

En septembre 1996, Internationale libérale a été représentée à la quarante-neuvième Conférence annuelle DPI/ONG qui s'est tenue au Siège des Nations Unies.

En mars 1997, Internationale libérale a été représentée à la session de la Commission des droits de l'homme, tenue à Genève.

En 1997, le Prix de la liberté a été décerné à Olusegun Obasanjo, ancien chef d'Etat et défenseur de la démocratie du Nigéria. M. Obasanjo est toujours en prison.

Au cours des congrès que nous avons tenus en septembre 1994, juin 1996 et novembre 1997, les Nations Unies ont toujours figuré à l'ordre du jour. Des résolutions traitant de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées et des questions de désarmement et de maintien de la paix ont été adoptées. Dans le discours qu'il a prononcé lors du Congrès de 1997, le Président d'Internationale libérale, Frits Bolkestein a lancé un appel en faveur de l'augmentation du financement du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Le Secrétaire général a été invité à tous les congrès.

Pendant la période 1994-1997, Internationale libérale a assisté à des réunions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Elle a également participé aux divers Forum des ONG du Conseil de l'Europe.

Au cours de la période 1994-1997, Internationale libérale a publié 19 numéros du bulletin London Aerogramme. Elle a également publié un livret sur la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, intitulé Working to End Domestic Violence, contenant de nombreuses recommandations concernant les mesures à prendre; un manuel, intitulé "Local Politics Toolkit"; et un livre sur l'histoire d'Internationale libérale, A Sense of Liberty ont également publiés. Le 31 octobre 1996, Internationale libérale a commencé à publier un bulletin hebdomadaire par courrier électronique qui est mis à la disposition des partis membres et du public.

5. WORLD ORGANIZATION OF BUILDING OFFICIALS

(Statut consultatif spécial accordé en 1987)

Entre 1995 et 1998, l'organisation a oeuvré activement en faveur du respect de la Charte des Nations Unies et elle continue de le faire en tirant parti de son statut consultatif auprès du Conseil économique et social, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat). Ses objectifs sont de promouvoir l'éducation dans le domaine de la construction, au moyen de la diffusion de connaissances technologiques et juridiques et du savoir en matière de construction et de procurer un abri à ceux qui en sont privés. Elle a la capacité de mener toutes les actions suivantes : diffuser les informations et les vues disponibles qui ont trait à l'objectif principal de l'organisation; encourager à se prémunir contre des risques potentiels; trouver les moyens d'empêcher les incendies, dans des bâtiments existants ainsi que dans ceux en construction; encourager la normalisation des matériaux, équipements et appareils de construction, en coopération avec d'autres disciplines; permettre aux membres d'unir leurs ressources de manière à faciliter la réflexion sur des sujets d'intérêt commun et trouver les moyens d'encourager l'unification de la législation sur la construction et la lutte contre les incendies ainsi que des codes, procédures, pratiques et directives connexes; encourager la coopération entre groupes tant professionnels que scientifiques, qualifiés ou profanes, dont les buts et les intérêts sont similaires à ceux de l'organisation; encourager et faciliter dans tous les pays la communication entre citoyens pour la poursuite de l'objectif principal de l'organisation et, à cette fin, encourager la création, dans chaque pays, d'organisations nationales des responsables officiels de la construction.

La composition géographique s'est accrue; il n'y a pas eu de changements significatifs pour ce qui est des ressources ou du financement; ni aucune affiliation d'une organisation non gouvernementale ayant un statut consultatif.

1995

La Semaine internationale de la sécurité des bâtiments a été célébrée entre le 2 et le 8 avril 1995 afin de promouvoir dans le monde entier l'utilisation et la compréhension des codes de construction et leur application en vue d'assurer la construction de bâtiments sûrs et solides. La Semaine a été parrainée par les Building Officials and Code Administrators International, le Council of American Building Officials, the International Code Council, l'International Conference of Building Officials, la National Conference of States on Building Codes and Standards, le Building Officials Association de l'Ontario, le Southern Building Code Congress International et la World Organization of Building Officials.

Du 14 au 20 mai 1995, l'Institut australien des experts en bâtiment a accueilli la Conférence des responsables officiels de la construction du Pacifique, parrainée par l'organisation qui s'est tenue à Darwin, (Australie) à laquelle 47 documents ont été présentés.

La Journée mondiale de l'habitat a été célébrée le 2 octobre 1995.

Du 19 au 22 novembre 1995, le Vice-Président de l'organisation a assisté à la Conférence internationale de Dubaï sur les meilleures pratiques organisée par la municipalité de Dubaï en vue de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), qui doit se tenir en juin 1996 à Istanbul.

1996

Du 7 au 13 avril 1996, la célébration de la Semaine internationale de la sécurité des bâtiments sur le thème "Un monde plus sûr est à l'horizon" a été encouragée dans le monde entier.

En juin 1996, le Président et les Gouverneurs de l'organisation ont assisté à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), qui s'est tenue à Istanbul (Turquie).

La Journée mondiale de l'habitat a été célébrée le 7 octobre 1996.

Le quatrième Congrès mondial de l'organisation s'est tenu du 2 au 9 novembre 1996 au Convention and Exhibition Centre de Hong Kong. Il a été parrainé par le Département de la construction de Hong Kong, l'Institute of Architects de Hong Kong, l'Institution of Engineers de Hong Kong, l'Institute of Planners de Hong Kong et l'Institute of Surveyors de Hong Kong. Christopher Patten, Gouverneur de Hong Kong, a prononcé le discours d'inauguration. Les délégués des pays suivants ont présenté des documents portant sur le thème "Un environnement intégré à la croisée des chemins : pour un développement durable" : Arabie saoudite, Australie, Canada, Chine, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Etats-Unis d'Amérique, îles Falkland, Hong Kong (Région administrative spéciale de la Chine), Inde, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Royaume-Uni et Singapour.

1997

Du 6 au 12 avril 1997, la célébration de la Semaine internationale de la sécurité des bâtiments a été encouragée dans le monde entier.

Entre le 28 avril et le 7 mai, le Président fondateur a assisté à la seizième session de la Commission des établissements humains.

Le 14 mai 1997, le Conseil des gouverneurs de l'organisation a tenu une réunion à Dubaï et ses membres ont rencontré les représentants de l'Association des entrepreneurs des Emirats arabes unis.

La Journée mondiale de l'habitat a été célébrée le 6 octobre 1997.

1998

Le 9 mars 1998, le Conseil des gouverneurs de l'organisation a tenu sa réunion à Northampton (Royaume-Uni), accueillie par l'Association of Building Engineers dont les représentants ont également participé à la réunion. Un représentant du Consortium of European Building Control a fait part au Conseil des objectifs et de la mission du Consortium, y compris ses origines et ses projets en cours. Le Consortium est composé de 19 organisations de 14 pays. Un

représentant de l'Association d'experts européens du bâtiment et de la construction, organisation européenne d'inspecteurs du bâtiment représentant 12 organisations nationales et plus de 80 000 inspecteurs du bâtiment, a soumis des informations sur l'Association. Il a été proposé que le Consortium et l'Association examinent la possibilité de se joindre à la World Organization of Building Officials. Chaque organisation poursuivrait ses propres activités et la World Organization of Building Officials se chargerait des systèmes nationaux et régionaux en résultant.

Du 5 au 11 avril 1998, la célébration de la Semaine internationale de la sécurité des bâtiments a été encouragée dans le monde entier. Son thème était "Pour un avenir plus sûr".

Du 12 mai au 8 septembre 1998, le Président fondateur a rencontré, à Nairobi, le Sous-Secrétaire général par intérim et le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) ainsi que ses collègues afin de discuter de la construction d'une Maison Hassan Fathy au siège d'Habitat et de la possibilité de réviser les codes et règlements relatifs à la construction, à la planification et autres codes et règlements connexes pour les pays qui ne l'avaient pas encore fait.

Du 6 au 12 septembre 1998, le Président fondateur de l'organisation a assisté à la soixante-seizième conférence annuelle, intitulée "Education and Code Development" de l'International Conference of Building Officials, tenue à San Diego, Californie (Etats-Unis d'Amérique).

Du 22 au 28 septembre 1998, le Président fondateur a assisté à la Building Materials Expo '98, tenue à Nairobi, qui comprenait une importante conférence à l'intention de l'industrie du bâtiment et de la construction.

La Journée mondiale de l'habitat a été célébrée le 5 octobre 1998 sur le thème "Des villes plus sûres".

Le bulletin WOBONews est publié chaque semestre. Le WOBONewsletter est publié chaque trimestre par la région du Sud-Ouest du Pacifique de l'organisation.
